Demain

Taha Hussein

Kawkab al-Sharq, 7 October 1933

Demain, tout le mal qui accable les Égyptiens sera levé, tout le malheur qui les accable sera écarté, et le bien étendra son ombre généreuse sur la vallée du Nil ; tout ce qui était desséché reverdira, et la fraîcheur reviendra à tout ce qui s'était fané.

Demain — non le surlendemain, demain, avant midi — un sourire que l'Égypte et les Égyptiens ont longtemps cherché sans jamais le trouver se lèvera sur toute l'Égypte, devant tous les Égyptiens ; l'espoir répandra dans toutes les âmes une lumière assez forte pour effacer toute obscurité, et l'attente insufflera à tous les cœurs une vie assez forte pour effacer tout désespoir et surmonter toute épreuve. Les paysans sortiront vers leurs champs en riant et en se réjouissant, chantant la douceur de la vie, la beauté de l'espérance et le charme d'une existence douce dans un pays dont les habitants n'avaient connu que le bien-être avant que la dictature déchue ne s'abattît sur eux et ne leur infligeât un malheur sans fin.

Demain — non le surlendemain, demain — les Égyptiens renouvelleront leur pacte avec la prospérité et l'abondance, avec l'aisance et la richesse, et les Égyptiens se réveilleront de ce long et lourd sommeil pour se trouver respirant paisiblement, remplissant leur poitrine de cet air pur et libre que ne trouble ni le souci de payer l'impôt, ni celui d'honorer une dette, ni la peur de voir saisir leur récolte, vendre leur terre, ou tomber sur leurs corps nus des coups de fouet comme des flammes qui les lacèrent, faisant couler un sang que Dieu n'a permis à personne de verser sinon de droit.

Demain — non le surlendemain — l'Égypte goûtera le bonheur, après une longue compagnie avec le malheur ; car demain est le huitième jour de ce mois, la veille de l'anniversaire de l'accession au trône, et c'est le jour où le nouveau ministre des Finances a annoncé, l'âme apaisée, l'œil clair, l'esprit tranquille, le sourire aux lèvres, confiant dans sa capacité à tenir sa promesse — confiant d'exister, d'être ministre, de détenir le pouvoir d'ordonner et d'interdire, de donner et de refuser —, qu'il allègerait les Égyptiens d'une part non négligeable de ce lourd fardeau qui les accable, le fardeau des impôts.

Oui, demain — non le surlendemain, demain — le nouveau ministre des Finances présentera aux Égyptiens, à l'occasion de l'heureux jour de l'accession, un présent qu'aucun ministre avant lui ne leur a fait, et qu'aucun après lui ne leur fera jamais ; car Dieu l'a créé, que dis-je, en a décrété la création depuis les âges les plus lointains et les temps les plus anciens, avant même que les âges n'existent et que les temps ne soient connus, afin qu'il présentât, à l'heure la plus amère de la gêne et du besoin, dans les jours les plus rudes de la misère et de la privation, à sa nation un présent qui lève le chagrin, dissipe la peine et soulage l'affligé de son affliction. Les jours se le transmettaient jalousement, les siècles se le passaient avec soin, et le destin préparait ce grand homme pour ce grand jour, en ce grand mois, de cette grande année, jusqu'à ce que le temps sourît, et voilà Sidqi Pacha tombant du siège du pouvoir et du ministère des Finances, et voilà Abdel Fattah Yehia Pacha montant au siège du pouvoir, et voilà les destins s'avançant obéissants et soumis, croyants et déférents, vers Sa Seigneurie, comme il convient de dire, et vers l'honorable Hassan Sabry Bey, comme l'a dit Sidqi Pacha, plaçant dans sa main généreuse et ouverte les rênes des recettes et des dépenses, afin qu'il regardât le paysan et le trouvât aussi heureux qu'on peut l'être, alors qu'il avait été aussi malheureux qu'on peut l'être.

Et je témoigne que la conduite des Égyptiens est vraiment étrange, car ils n'ont organisé ni fêtes ni belles nuits, ils ne se sont accordé aucune aise, ils n'ont montré ni joie ni plaisir, ils n'ont proclamé ni allégresse ni liesse, devant cette grande promesse de ce grand homme en ce grand jour — un jour où la gêne s'évanouit comme si elle n'avait jamais existé, où l'aisance arrive comme si elle n'avait jamais quitté cette terre, ni ses habitants, depuis que le temps existe et que le jour et la nuit alternent sur eux.

Ces Égyptiens se conduisent étrangement : le ministre des Finances leur promet d'alléger la crise, de lever la gêne, d'abaisser les impôts, et fixe pour tenir sa promesse un jour précis, qui ne peut ni avancer ni reculer, et pourtant, après tout cela, ils ne se réjouissent ni ne s'égaient, comme s'ils n'y croyaient pas. Voyez-vous comme cette démocratie a corrompu la nature et le caractère des gens ? Comme elle a semé dans leurs cœurs le doute quant aux promesses des ministres, et la crainte que les ministres ne manquent à les tenir ? Cette démocratie est un mal qu'il faudrait supprimer. Et quel mal est plus grand que celui qui renverse la valeur des choses, qui permet aux sujets ce qui leur était naguère interdit, et qui leur donne l'audace d'entendre les promesses des

ministres et de se contenter de hausser les épaules, de secouer la tête, sans tenir compte de ces promesses, comme si elles n'émanaient d'aucun ministre, ou d'un homme qui ne répond de rien devant personne ?

Étrange, vraiment, est la conduite de ces Égyptiens : ils nient la faveur, méconnaissent le bienfait, manquent à reconnaître le mérite là où il est dû, ou à remercier de sa bonté celui qui leur fait du bien. La règle la plus simple de l'obéissance, le principe le plus élémentaire de la loyauté, le devoir le plus élémentaire d'honorer les ministres, auraient voulu que ce peuple égyptien, lorsque lui échut cette heureuse promesse, l'accueillît avec joie, avec gaieté, ravi et transporté, comme l'assoiffé accueille la première pluie après une longue sécheresse, quand la soif avait presque failli le détruire et la sécheresse presque failli le consumer.

Oui, et il était du devoir de ce peuple égyptien de se précipiter vers son sauveur de tous côtés, de se hâter vers lui de toutes parts, pour lui rendre de purs remerciements pour cette promesse qui ravivait les âmes, réjouissait les yeux, et rendait à la vie son charme et sa beauté. Mais ce peuple ingrat ne s'est pas précipité, ne s'est pas hâté, n'a montré aucun contentement, n'a proclamé aucune liesse, n'a rendu aucun remerciement, mais a attendu dans le doute et la méfiance, comme s'il écoutait des paroles ordinaires d'un homme ordinaire, et non d'un homme que le destin avait réservé pour sauver l'Égypte de la pauvreté et repousser d'elle les ravages de la faim et de la privation.

Et si les peuples adoptent envers leurs ministres une telle attitude, faite d'ingratitude et de doute, de crainte et de méfiance, alors les ministres ont tout le droit de perdre courage, d'affaiblir leur résolution, de mal juger ces peuples, et de leur refuser bonté et compassion, car ils ne méritent ni bonté ni compassion. Et il semble que cela, ou quelque chose comme cela, se soit déjà produit, ou ait tenté de se produire. Car les gens disent que le soleil de demain se lèvera puis se couchera, que la nuit de demain s'étirera puis passera, sans que les impôts soient allégés, sans que leur poids diminue si peu que ce soit.

Et ils prétendent que la source de ce défaut qu'ils craignent et attendent — et que, moi, je ne crains ni n'attends — est que le peuple égyptien n'a pas apprécié la promesse du ministre à sa juste valeur, et n'a pas montré assez de joie et de liesse pour encourager son accomplissement et en soutenir la poursuite. Ils disent : quelque grand que soit le ministre des Finances, il est un homme comme les autres, qui aime parler et être entendu, promettre et voir les gens se réjouir de ses

promesses ; et s'il ne trouve pas chez le peuple l'encouragement et le soutien qu'il mérite, il se lasse de ce peuple et s'en détourne entièrement.

Et ils disent : cette froideur du peuple envers ces promesses, ce doute quant à la possibilité de les tenir, cet accueil fait de cette lourde indifférence, tout cela n'a pas seulement contrarié le ministre des Finances, mais aussi le président du Conseil, car les ministres sont solidaires, partageant le bien et le mal, chacun portant la responsabilité de ce que fait l'un d'entre eux. Ainsi, lorsque le président du Conseil vit que son collègue avait promis, avait été loin dans sa promesse, avait annoncé une bonne nouvelle et était allé plus loin encore dans cette annonce, et n'avait rencontré chez le peuple que froideur et indifférence, il jugea — car c'est un homme prudent — que cette froideur le touchait lui aussi, que cette indifférence l'atteignait lui aussi, que le doute du peuple envers son collègue était un doute envers lui-même ; et cela le contraria, et lui pesa, et il réprimanda ou blâma le ministre des Finances pour la bonté et la compassion qu'il avait montrées à des gens qui ne méritaient ni bonté ni compassion.

Et s'ils avaient mérité bonté et compassion, ils en auraient montré quelque signe, et certains d'entre eux se seraient détachés de leurs partis pour se rallier autour du président du Conseil et du ministre des Finances ; mais aucun d'eux ne s'est encore détaché, car ces Wafdistes se réunissent plus que jamais, et prononcent sur le ministère des jugements d'une dureté qui confine à l'excès.

Et ces Libéraux-Constitutionnels demeurent exactement où ils étaient, sans avancer d'un pas vers le ministère, sans lui offrir même un sourire ; bien plus, ces hommes du Parti du Peuple disent, seuls avec les ministres : « Nous sommes avec vous », et lorsqu'ils reviennent vers Sidqi Pacha, disent : « Nous ne faisions que nous moquer », de sorte qu'ils restent partagés entre le chef et le chef adjoint, chuchotant une chose et proclamant une autre, attendant le jugement des jours et les revirements du destin. Et si telle est la disposition du peuple, et si aucun d'eux n'a soutenu le ministère depuis qu'il est au pouvoir depuis dix jours, à quoi bon la bonté envers eux, la compassion pour eux, ou l'idée d'alléger leurs impôts ? Non, il faut les laisser tels qu'ils sont ; les impôts doivent être payés cette année exactement comme ils l'ont été l'an dernier et les années précédentes, sans qu'un sou n'en soit retranché, et si l'État a besoin de davantage d'argent, peut-être conviendrait-il de les augmenter. Voilà un peuple qui ne mérite d'être gouverné, et ses impôts gérés, que comme Sidqi Pacha le gouvernait et gérait son argent.

Et l'on dit que l'affaire ne s'est pas arrêtée au ministre des Finances, au président du Conseil et à leurs collègues, mais qu'elle est allée plus loin encore, jusqu'à un étranger représentant une puissance étrangère à la Caisse de la Dette ; car vous savez que les Français sont un peuple qui aime la justice et déteste l'injustice, qui aime la gratitude et déteste l'ingratitude, si bien que lorsque le peuple égyptien montra cette froideur, cette indifférence et ce doute envers les promesses que le ministre des Finances faisait et jurait de tenir, le représentant de la France à la Caisse de la Dette fut troublé par cette ingratitude, et prit le parti du ministère égyptien contre le peuple égyptien, et se rendit auprès du président du Conseil et du ministre des Finances pour leur parler de ce qui s'était répandu, colporté et emplissait toutes les oreilles au sujet de l'allégement fiscal promis pour le matin du dimanche huit de ce mois.

Et le président du Conseil et le ministre des Finances pensèrent, dit-on, que le représentant de la France se souciait de la Dette à cause de cet allégement fiscal, et on lui assura, dit-on également, que la Dette ne souffrirait aucun tort de cet allégement promis ; et le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères pensèrent que le représentant de la France à la Caisse de la Dette voulait, très discrètement, s'ingérer dans une affaire qui ne le concernait pas, ni la France, dans nos propres affaires financières qui, en vertu de l'indépendance, devraient relever de nous seuls ; le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères firent donc comprendre au représentant de la France, très discrètement, que les étrangers feraient bien de penser à leurs propres intérêts, et à leurs intérêts seuls.

Et l'on dit — et combien on le dit ! — que le représentant de la France a compris cette allusion discrète, et a compris que sa démarche avait été mal comprise, si bien qu'il fit comprendre, très discrètement, qu'il n'avait pas voulu défendre la Dette, ni s'occuper de ce qui ne le concernait pas, mais avait seulement voulu exprimer son sentiment devant cette ingratitude que les Égyptiens ne se faisaient aucun scrupule de montrer envers la bonté que leur offrait le ministre des Finances. Et l'on dit — et combien on le dit ! — que l'affaire fut réglée entre les deux États, qu'il n'y eut ni désaccord ni ombre de désaccord, et que tout ne fut qu'entente parfaite.

Puis les gens prennent ces récits comme excuse à tout retard qui pourrait survenir dans l'accomplissement de la promesse, et les malicieux d'entre eux citent ce vieux vers :

Demain, prétendent-ils, ou sinon demain, le surlendemain.

Parmi ceux qui parlaient se trouvait un homme assis, tête baissée, qui écoutait sans rien dire, et lorsque le groupe eut fini de discuter jusque-là, il releva calmement la tête et dit, d'une voix pleine de moquerie envers ce qui se disait autour de lui : Mais vous laissez de côté la seule chose qui ne fasse aucun doute, à savoir que les secrétaires financiers voyageront du Caire pour rencontrer le ministre en ce jour convenu, et voyageront aux frais de l'État, bien sûr, et séjourneront aux frais de l'État, bien sûr, un jour ou deux, et reviendront aux frais de l'État, bien sûr, au Caire, et tout cela coûtera de l'argent — si peu que ce soit — qui équivaudrait à une part de l'impôt qu'il faudrait lever sur certains paysans. N'aurait-il pas été plus simple, plus économique, et mieux conforme à ce que le ministère lui-même souhaite, que les secrétaires financiers restassent au Caire, et que le ministre vînt à eux ? Ils dirent tous : oui — puis éclatèrent d'un grand rire.